



**PRÉFET
DU GERS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des
Territoires du Gers**

Service Eau et Risques

ARRÊTÉ N° 32-2022-06-20-00002
réglementant les prélèvements d'eau destinés à l'irrigation
sur la rivière Auzoue pour l'étiage 2022

Le Préfet du Gers
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique, notamment son livre III ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel des mesures (PDM) correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 portant déclaration d'intérêt général, autorisation de la construction, règlement d'eau du projet d'une retenue d'eau sur l'Auzoue et de ses ouvrages annexes ;

VU l'arrêté Inter-préfectoral n°2013-031-003 du 31 janvier 2013 modifié portant désignation d'un organisme unique de gestion collective des prélèvements en eau destinés à l'irrigation agricole sur le sous-bassin Neste et Rivières de Gascogne ;

VU l'arrêté interdépartemental n° 32-2021-01-27-010 du 27 janvier 2021, modifié le 05 août 2021 par l'arrêté n°32-2021-08-05-00007 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin Neste et rivières de Gascogne ;

VU l'arrêté Inter-préfectoral n°32-2016-08-10-006 du 10 août 2016 modifié, délivrant l'autorisation unique pluriannuelle à l'Organisme Unique de Gestion Collective Neste et rivières de Gascogne sur le périmètre Neste et rivières de Gascogne ;

VU le Plan de Gestion des Etiages (PGE) Neste et Rivières de Gascogne approuvé le 29 août 2013 par le Préfet coordonnateur du sous bassin ;

Considérant que le taux de remplissage de la retenue de Saint-Laurent située en tête du bassin versant de l'Auzoue est de 83 % au 14/06/2022 en raison d'un déstockage prématuré pour assurer une gestion prudentielle du débit minimum en pied de barrage conformément à l'article L214-18 ;

Considérant que les débits de salubrité des rivières ne peuvent être assurés en l'absence de réalimentation dès lors que la salubrité publique est compromise et qu'il y a donc lieu de réglementer les prélèvements d'eau pour maintenir un débit minimum dans ces cours d'eau ;

Sur proposition de M le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : Objet de l'arrêté

Les prélèvements d'eau destinés à l'irrigation ou au remplissage des lacs, effectués à partir de la rivière Auzoue, sont interdits.

Toutefois, l'interdiction de prélèvement pourra être suspendue, dans les conditions décrites ci-après :

- soit durant les périodes de ré-alimentation ;
- soit quand les débits moyens journaliers mesurés pendant 4 jours consécutifs à la station de contrôle (Fourcès) sont supérieurs au débit d'objectif de 120 l/s.

ARTICLE 2 : Définition des périodes de ré-alimentation

Des besoins de périodes de ré-alimentation (date de début et de fin) à partir du barrage de Saint-Laurent seront exprimées par l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC) Nesté et Rivière de Gascogne et la commission Gélise-Auzoue auprès du gestionnaire, la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG). Ces besoins seront justifiés par la nécessité d'assurer dans le cours d'eau un débit suffisant permettant les prélèvements tout en maintenant son débit naturel, en tous points.

ARTICLE 3 : Modalités de suspension temporaire

3.1 – Période de réalimentation

Afin de garantir la réactivité nécessaire, le gestionnaire de la ressource et / ou l'OUGC informe le préfet par courrier électronique à l'adresse ddt-secheresse@gers.gouv.fr, des périodes de ré-alimentation souhaitées. Cette demande entraînera une suspension automatique du présent arrêté entre les dates de début et de fin de ré-alimentation, sauf opposition expresse et motivée du préfet, notifiée au gestionnaire avant la mise en œuvre des lâchers. Une lettre d'information sera adressée aux mairies concernées (cf. annexe 1).

3.2 – Débits supérieurs au seuil de vigilance hors période de ré-alimentation

Après avis du gestionnaire et de l'OUGC, le préfet :

- suspend provisoirement le présent arrêté,
- notifie aux mairies concernées sa suspension.

Le gestionnaire et/ou l'OUGC notifie individuellement à chaque irrigant les périodes de prélèvement via son serveur d'appel téléphonique (SMS).

ARTICLE 4 : Période d'application

Le présent arrêté est applicable jusqu'au 31 octobre 2022 inclus.

ARTICLE 5 – Contrôles et Sanctions

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques seront susceptibles de faire des contrôles sur le respect de cet arrêté préfectoral et de relever tout manquement.

ARTICLE 6 : Publication

Le présent arrêté fera l'objet :

- d'un affichage pendant une durée minimum d'un mois dans les communes listées en annexe,
- d'une publication au recueil des actes administratifs des services de l'État du département du Gers,
- d'une mise en ligne sur le site internet départemental de l'État.

ARTICLE 7 : Exécution

Mesdames et messieurs :

Le secrétaire général de la préfecture,

La sous-préfète de Condom,

Les maires des communes listés en annexe,

Le commandant du groupement de gendarmerie du Gers,

Le directeur départemental des territoires,

Le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auch, le **20 JUIN 2022**

Le Préfet,



Xavier BRUNETIERE



Dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits :

- **un recours gracieux, adressé au préfet du Gers** (Direction Départementale des Territoires – Service Eau et Risques)
- **un recours hiérarchique, adressé à :**

Mme la Ministre de la Transition Ecologique

- **un recours contentieux**, adressé au tribunal administratif de Pau (Cours Lyautey – 64 000 PAU)

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la décision contestée

Annexe
réglementant les prélèvements d'eau
destinés à l'irrigation sur la rivière Auzoue

Rivière AUZOUE

Communes
BASSOUES
BELMONT
CASTILLON-DEBATS
CAZAUX-D'ANGLÈS
COURRENSAN
FOURCÈS
GONDRIN
LAGRAULET-DU-GERS
LANNEPAX
LUPIAC
MONTRÉAL
PEYRUSSE-GRANDE
PRÉNERON
VIC-FEZENSAC